

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Janvier 2002 : déficit budgétaire de 1,9 milliard de dollars

Le gouvernement a accusé un déficit budgétaire de 1,9 milliard de dollars en janvier 2002, soit 1,2 milliard de plus que le déficit de 0,7 milliard déclaré en janvier 2001. Les résultats de janvier 2001 comprenaient toutefois les dépenses ponctuelles de 1,4 milliard attribuables à l'allocation pour frais de chauffage, ce qui a faussé les comparaisons d'une année sur l'autre. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont diminué de 0,5 milliard de dollars, surtout en raison de la baisse des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers, tandis que les dépenses de programmes ont augmenté de 0,8 milliard. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars, principalement sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt.

D'avril 2001 à janvier 2002 : excédent budgétaire de 11,5 milliards de dollars

L'excédent budgétaire a été estimé à 11,5 milliards de dollars pour la période d'avril 2001 à janvier 2002, en baisse de 6,6 milliards par rapport à l'excédent de 18,1 milliards déclaré pendant la même période en 2000-2001. La baisse de l'excédent jusqu'ici découle des répercussions continues des réductions d'impôt et des initiatives de dépenses instaurées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 ainsi que des mesures annoncées avant le budget de décembre 2001 et lors de celui-ci. En outre, l'effet du ralentissement de l'économie sur la plupart des principales composantes des recettes et sur les prestations d'assurance-emploi a eu un effet néfaste sur les résultats financiers, en comparaison de la même période l'an dernier. Les résultats jusqu'ici dépassent légèrement les attentes, en raison de l'effet des résultats économiques qui sont meilleurs que prévus au quatrième trimestre de 2001, notamment les recettes d'impôt sur les sociétés.

Janvier 2002 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont baissé de 0,5 milliard de dollars, soit 3,4 %.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 0,4 milliard de dollars, soit 6 %, en raison du ralentissement de l'économie, des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 ainsi que des mesures de bonification de la Prestation fiscale canadienne pour enfants annoncées dans les budgets précédents.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont très légèrement augmenté. Compte tenu de la baisse des bénéfices des sociétés en 2001,

des réductions des taux d'imposition qui sont entrées en vigueur en janvier et de l'initiative budgétaire de décembre 2001 consistant à permettre aux petites entreprises de reporter le paiement de leurs acomptes provisionnels mensuels d'impôt des sociétés, un recul était à prévoir. Malgré une économie plus forte, les petites entreprises ne semblent pas profiter pleinement de l'initiative concernant le report d'impôt.

- Les recettes obtenues au titre des cotisations d'assurance-emploi ont régressé de 4,5 %, en partie en raison de la réduction des taux de cotisation (le taux des salariés en 2002 s'établit à 2,20 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables comparativement à 2,25 \$ en 2001).



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	janvier		d'avril à janvier	
	2001	2002	2000-2001	2001-2002
	(M\$)			
Opérations budgétaires				
Recettes	14 403	13 908	146 021	145 138
Dépenses de programmes	-11 722	-12 509	-93 477	-100 684
Solde de fonctionnement	2 681	1 399	52 544	44 454
Frais de la dette publique	-3 384	-3 317	-34 408	-32 929
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-703	-1 918	18 136	11 525
Opérations non budgétaires	4 088	3 000	-5 601	-10 997
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 385	1 082	12 535	528
Opérations de change	-1 970	152	-3 293	-491
Solde financier net	1 415	1 234	9 242	37
Variation nette des emprunts	2 458	-1 781	-14 158	-8 780
Variation nette de l'encaisse	3 873	-547	-4 916	-8 743
Encaisse à la fin de la période			8 039	4 442

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

- Les recettes perçues au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, soit 5,5 %. Toutes les composantes ont affiché des hausses, sauf celle des droits de douane à l'importation. L'augmentation des recettes de taxe sur les produits et services (TPS) traduit surtout le traitement plus lent des demandes de remboursement, étant donné que les recettes brutes perçues ont diminué. La hausse des taxes fédérales sur les produits du tabac, entrée en vigueur le 2 novembre 2001, a contribué à l'augmentation des recettes des taxes de vente et d'accise.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 15,6 %, traduisant en grande partie la baisse des taux d'intérêt.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, soit 6,7 %.

- Les principaux transferts aux particuliers ont diminué de 1,0 milliard de dollars, ou 20,6 %, en raison du paiement en janvier 2001 de l'allocation pour frais de chauffage d'une valeur de 1,4 milliard de dollars. Les paiements de prestations d'assurance-emploi ont augmenté

de 33,8 %, en raison des mesures de bonification des prestations annoncées dans le budget de février 2000 et en septembre 2000, de même que sous l'effet d'une augmentation du nombre de bénéficiaires attribuable à l'essoufflement de l'économie.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,1 milliard de dollars, soit 6,8 %. L'augmentation du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) découle de l'entente conclue par les premiers ministres en septembre 2000 afin de porter le financement de base de 13,5 milliards en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. La diminution des transferts entre administrations s'explique par le calendrier des paiements.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes réduite des principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 1,6 milliard de dollars, soit 32,2 %, toutes les principales composantes ayant augmenté.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	janvier		variation	d'avril à janvier		variation
	2001	2002		2000-2001	2001-2002	
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 758	6 355	-6,0	70 897	70 891	0,0
Impôt sur le revenu des sociétés	1 642	1 649	0,4	19 153	18 461	-3,6
Autres	655	554	-15,4	3 002	3 207	6,8
Total des recettes d'impôt sur le revenu	9 055	8 558	-5,5	93 052	92 559	-0,5
Cotisations d'assurance-emploi	1 439	1 374	-4,5	15 024	14 371	-4,3
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 340	2 474	5,7	21 455	21 664	1,0
Droits de douane à l'importation	219	186	-15,1	2 293	2 432	6,1
Taxes de vente et d'accise	643	719	11,8	6 954	7 299	5,0
Total des taxes et droits d'accise	3 202	3 379	5,5	30 702	31 395	2,3
Total des recettes fiscales	13 696	13 311	-2,8	138 778	138 325	-0,3
Recettes non fiscales	707	597	-15,6	7 243	6 813	-5,9
Total des recettes budgétaires	14 403	13 908	-3,4	146 021	145 138	-0,6

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars, soit 2 %, surtout en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

D'avril 2001 à janvier 2002 : résultats budgétaires

Au cours des 10 premiers mois de l'exercice 2001-2002, l'excédent budgétaire a été estimé à 11,5 milliards de dollars, en baisse de 6,6 milliards comparativement à l'excédent déclaré pour la même période en 2000-2001. Les dépenses de programmes ont augmenté de 7,2 milliards tandis que les recettes budgétaires diminuaient de 0,9 milliard. L'incidence de ces facteurs sur le solde budgétaire a été atténuée par la baisse de 1,5 milliard des frais de la dette publique.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont très légèrement diminué, la hausse des versements finaux d'impôt reçus en avril et en mai à l'égard de l'année d'imposition 2000 et l'effet des rajustements

pour années antérieures modifiant les résultats d'octobre 2000 ayant été compensés par l'incidence des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000.

- Les recettes de l'impôt des sociétés ont régressé de 3,6 %, sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés et de la réduction des taux d'imposition. D'importants reculs d'une année sur l'autre sont attendus pour le reste de l'exercice en raison surtout de la diminution des règlements finaux attribuable à la baisse des bénéfices des sociétés en 2001, et dans la mesure où les petites entreprises reportent leurs paiements d'impôt pour les mois de février et de mars 2002.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 4,3 %, l'incidence des rajustements pour années antérieures, qui ont influé sur les résultats d'octobre 2000, jumelée à la réduction des taux de cotisation, ayant largement neutralisé la croissance du nombre de salariés qui versent des cotisations.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	janvier			d'avril à janvier		
	2001	2002	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 054	2 140	4,2	20 133	21 066	4,6
Prestations d'assurance-emploi	1 157	1 548	33,8	8 775	11 091	26,4
Allocation pour frais de chauffage	1 434			1 434		
Total	4 645	3 688	-20,6	30 342	32 157	6,0
Autres ordres de gouvernement						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 442	28,2	11 250	14 416	28,1
Transferts fiscaux	1 181	1 034	-12,4	10 201	10 397	1,9
Fonds pour les appareils médicaux				1 000		
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-233	13,1	-2 055	-2 098	2,1
Total	2 100	2 243	6,8	20 396	22 715	11,4
Dépenses de programmes directes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	57	43	-24,6	440	609	38,4
Affaires étrangères	149	243	63,1	1 175	1 411	20,1
Santé	105	145	38,1	925	1 075	16,2
Développement des ressources humaines	366	370	1,1	1 181	1 378	16,7
Affaires indiennes et du Nord	206	299	45,1	3 473	3 354	-3,4
Industrie et développement régional	87	71	-18,4	1 100	1 183	7,5
Anciens combattants	130	138	6,2	1 208	1 268	5,0
Autres	202	378	87,1	1 779	2 253	26,6
Total	1 302	1 687	29,6	11 281	12 531	11,1
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	65	65	0,0	843	916	8,7
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	158	5,3	1 520	1 680	10,5
Autres	82	190	131,7	1 221	1 411	15,6
Total	297	413	39,1	3 584	4 007	11,8
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	1 004	1 336	33,1	8 652	9 420	8,9
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 374	3 142	32,4	19 222	19 854	3,3
Total	3 378	4 478	32,6	27 874	29 274	5,0
Total des dépenses de programmes directes	4 977	6 578	32,2	42 739	45 812	7,2
Total des dépenses de programmes	11 722	12 509	6,7	93 477	100 684	7,7
Frais de la dette publique	3 384	3 317	-2,0	34 408	32 929	-4,3
Total des dépenses budgétaires	15 106	15 826	4,8	127 885	133 613	4,5
Poste pour mémoire :						
total des transferts	8 047	7 618	-5,3	62 019	67 403	8,7

- Les recettes obtenues au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, soit 2,3 %. Les recettes de TPS ont très légèrement progressé, les droits de douane à l'importation ont grimpé de 6,1 %, et les taxes de vente et d'accise ont augmenté de 5,0 %.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 5,9 %.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des dépenses de programmes :

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 6,0 % en raison de la hausse des prestations versées aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La progression des prestations aux aînés traduit l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et la hausse du montant moyen des prestations qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation des prestations d'assurance-emploi est principalement attribuable à l'effet des améliorations apportées au programme, de même qu'à une augmentation du nombre de bénéficiaires. L'incidence nette de ces augmentations a été atténuée par l'allocation pour frais de chauffage payée en janvier 2001.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 11,4 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et des programmes de transferts entre administrations. L'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS reflète l'entente conclue en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts entre administrations est principalement attribuable à la hausse des droits à péréquation. L'augmentation globale de cette composante a été atténuée par le paiement spécial de 1 milliard de dollars au Fonds pour les appareils médicaux en 2000-2001.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 7,2 %. L'évolution de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements ainsi que de la mise

en œuvre complète de la nouvelle Stratégie d'information financière. L'instauration du nouveau système a entraîné la modification du profil mensuel des dépenses. Il en résultera que, par rapport aux exercices précédents, une plus grande partie des dépenses sera comptabilisée à la fin de l'exercice.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 1,5 milliard de dollars, traduisant la baisse de l'encours de la dette portant intérêt et celle du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 0,5 milliard de dollars (opérations de change exclues) d'avril 2001 à janvier 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 11,0 milliards de dollars au cours des 10 premiers mois de 2001-2002, comparativement à des besoins nets de 5,6 milliards pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation observée jusqu'ici est attribuable aux transferts des actifs de régimes de retraite applicables aux sociétés d'État qui établissent leurs propres régimes de retraite et à l'augmentation des transferts au compte du Régime de pensions du Canada.

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	janvier		d'avril à janvier	
	2001	2002	2000-2001	2001-2002
			(M\$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-703	-1 918	18 136	11 525
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	53	46	401	544
Autres	-43	-208	-885	-1 338
Total	10	-162	-484	-794
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-352	320	-876	-1 720
Comptes de pension de retraite	17	-50	1 571	-1 558
Autres	17	50	-31	106
Total	-318	320	664	-3 172
Autres opérations	4 396	2 842	-5 781	-7 031
Total des opérations non budgétaires	4 088	3 000	-5 601	-10 997
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 385	1 082	12 535	528
Opérations de change	-1 970	152	-3 293	-491
Solde financier net	1 415	1 234	9 242	37

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	janvier		d'avril à janvier	
	2001	2002	2000-2001	2001-2002
			(M\$)	
Solde financier net	1 415	1 234	9 242	37
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	1 500	364	9 819	-5 497
Bons du Trésor	900	-1 200	-20 250	5 100
Obligations d'épargne du Canada	136	-118	-1 067	-2 737
Autres	34	-25	-62	-47
Total	2 570	-979	-11 560	-3 181
Payables en devises				
Obligations négociables	0	0	-2 202	-1 576
Billets et prêts	-580	-473	-580	-514
Bons du Canada	468	-329	220	-3 336
Billets du Canada	0	0	-36	-173
Total	-112	-802	-2 598	-5 599
Variation nette des emprunts	2 458	-1 781	-14 158	-8 780
Variation de l'encaisse	3 873	-547	-4 916	-8 743

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001	31 janvier 2002	variation
		(M\$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 644	35 030	-8 614
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 185	127 627	-1 558
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 391	4 671	-1 720
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 253	7 359	106
Total des régimes de retraite et autres comptes	142 829	139 657	-3 172
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 973	289 476	-5 497
Bons du Trésor	88 700	93 800	5 100
Obligations d'épargne du Canada	26 099	23 362	-2 737
Autres	3 473	3 427	-46
Total partiel	413 245	410 066	-3 179
Payable en devises	33 158	27 559	-5 599
Total de la dette non échue	446 403	437 624	-8 779
Total de la dette portant intérêt	589 232	577 281	-11 951
Total du passif	632 876	612 311	-20 565
Actif			
Encaisse et débiteurs	19 186	8 860	-10 326
Comptes d'opérations de change	50 270	50 761	491
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 042	16 836	794
Total de l'actif	85 498	76 458	-9 041
Déficit accumulé (dette publique nette)	547 378	535 853	-11 525

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 11,5 milliards de dollars et des besoins nets de 11,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, des ressources financières (opérations de change exclues) de 0,5 milliard ont été dégagées d'avril 2001 à janvier 2002, comparativement à des ressources de 12,5 milliards pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Ressources financières nettes de 37 millions de dollars d'avril 2001 à janvier 2002

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les 10 premiers mois de 2001-2002 ont été marqués par des besoins financiers nets de 0,5 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 3,3 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 11,5 milliards de dollars, des besoins nets de 11,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,5 milliard au titre des opérations de change, des ressources financières nettes de 37 millions de dollars ont été dégagées pour la période d'avril 2001 à janvier 2002, comparativement à des ressources nettes de 9,2 milliards pendant la période correspondante de l'exercice précédent.

Les emprunts nets en baisse de 8,8 milliards de dollars d'avril 2001 à janvier 2002

Malgré des ressources financières nettes de seulement 37 millions de dollars au cours des 10 premiers mois de 2001-2002, le gouvernement a retranché 8,8 milliards de dollars de sa dette contractée sur les marchés au moyen d'une mise à disposition des soldes de caisse. Le niveau des soldes de caisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont l'échéance périodique des grands titres d'emprunt qui peuvent fluctuer sensiblement sur une base mensuelle. À la fin de janvier 2002, ces soldes s'établissaient à 4,4 milliards de dollars.

